

Réaction des groupes de femmes :

Un budget axé sur la décroissance de l'État

Montréal, le 4 mars 2010 – Le budget du ministre des Finances du Canada, Jim Flaherty, démontre l'indifférence du gouvernement à l'endroit des femmes et des personnes sans emploi, indifférence également vis-à-vis de la redistribution de la richesse.

Le gouvernement du Canada fera reposer le poids du déficit sur les travailleuses et travailleurs en s'appropriant la caisse d'assurance emploi et en augmentant les cotisations dès 2011. Parmi les femmes qui ont cotisé à l'assurance emploi et qui sont en chômage, environ la moitié ne reçoit pas de prestations. « C'est profondément injuste de faire payer davantage celles qui ont peu accès au régime », affirme Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec.

Par ailleurs, le fossé salarial entre les hommes et les femmes est le 5^e plus important de tous les pays de l'OCDE. « Le gel des salaires des travailleuses et des travailleurs de la fonction publique canadienne implique aussi un gel de leur droit à l'équité salariale. De plus, le gouvernement conservateur maintient sa décision de 2008 de suspendre l'exercice du droit à l'équité salariale », selon Ruth Rose du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail.

Le gouvernement échoue dans sa volonté de tracer la voie de l'emploi pour les femmes. « Une véritable relance de l'emploi pour les femmes doit impérativement s'accompagner d'investissement dans les infrastructures sociales dont en premier lieu un système universel de services de garde pancanadien », de déclarer Sylvie Lévesque de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec.

Le gouvernement se vante d'améliorer la situation financière des personnes âgées alors que les principales mesures, soit la création de comptes d'épargne libre d'impôt et la possibilité de fractionner des revenus de retraite, bénéficieront surtout aux hommes âgés à revenus élevés. « On laisse tomber les femmes aînées qui vivent dans la grande pauvreté », de dire Hélène Cornellier de l'Afeas.

« Alors que le gouvernement a l'intention de promouvoir la santé maternelle et infantile sur la scène internationale, il est ironique de constater que l'on prévoit diminuer substantiellement l'aide internationale sur plusieurs années pendant que le budget de la Défense augmentera », a conclu Josette Catellier de L'R des centres de femmes du Québec.

- 30 -

Pour information :
Stéfany Ranger, LCOM Communication, 514 393-3178, cellulaire 514 679-7583

Source :
Fédération des femmes du Québec